



Conseil économique et social

Distr. générale
4 janvier 2006
Français
Original: anglais

Commission du développement durable

Quatorzième session

1^{er}-12 mai 2006

Point 3 de l'ordre du jour provisoire *

Module thématique du cycle d'application 2006-2007

Documents de synthèse présentés par de grands groupes

Note du Secrétariat

Additif

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1–7	2
I. Récapitulation	8–34	3
A. Principales questions relatives à l'énergie	8–22	3
B. Principales questions relatives aux changements climatiques	23–28	6
C. Principales questions relatives au développement industriel	29–34	8
II. L'énergie au service du développement durable	35–69	9
III. Changements climatiques	70–103	18
IV. Développement industriel et développement durable	104–124	24

* E/CN.17/2006/1.

** Les vues et opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles de l'ONU.



Introduction*

1. À notre avis, l'examen de l'application et des résultats des politiques et initiatives liées aux mesures de suivi du Sommet mondial pour le développement durable dans les domaines de l'énergie, des changements climatiques et du développement industriel devrait être effectué d'une manière intégrée, en tenant compte de leurs aspects environnementaux, économiques et sociaux.

2. La communauté internationale des entreprises est fermement résolue à appuyer le développement durable et le processus du Millénaire pour le développement qui, selon nous, englobe une vaste gamme de débats et de traités, dont beaucoup ont un impact sur l'activité commerciale et la communauté des entreprises, notamment l'Action 21, le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, les débats de la Commission du développement durable, la Déclaration du Millénaire et le Consensus de Monterrey. L'application de ces engagements par tous les secteurs de la société est essentielle et, bien qu'ils soient ambitieux, il est possible d'accomplir des progrès significatifs grâce à des priorités appropriées, des ressources suffisantes et des conditions favorables. Les entreprises sont un partenaire clef dans ces activités, et elles ont réalisé des progrès dans l'application de politiques et de pratiques favorables à l'environnement et à la durabilité et dans la fourniture de processus, produits et services plus efficaces et durables.

3. Le Secrétaire général et la Commission sur le secteur privé et le développement du PNUD ont souligné récemment l'importance critique de l'engagement de la communauté des entreprises pour relever les défis posés par l'élimination de la pauvreté et la durabilité à l'échelle mondiale. Nous estimons que l'examen du développement industriel offre l'occasion de tirer des enseignements des résultats obtenus par les entreprises, de mettre en évidence les synergies entre l'activité industrielle et la durabilité, et de proposer des moyens d'encourager la croissance durable des secteurs et des activités des entreprises dans les pays en développement, notamment grâce aux chaînes d'approvisionnement et au développement de nouveaux marchés. Le secteur des entreprises estime que les procédés de production moins polluante, l'écoresponsabilité, les systèmes de gestion, les innovations technologiques et les approches et les partenariats volontaires offrent tous des possibilités pour le renforcement des capacités dans les pays en développement et pour la réalisation de progrès réels sur la voie du développement durable dans le monde entier.

4. L'énergie soutient le développement durable et est indispensable dans chaque aspect de la société moderne. L'énergie joue un rôle critique pour l'activité commerciale, la croissance économique et le développement, et elle est essentielle pour parvenir aux objectifs du Sommet mondial pour le développement durable. Le défi auquel la société doit faire face comprend l'augmentation de la demande d'énergie et la fourniture d'un accès adéquat à des sources d'énergie d'un coût abordable tout en réduisant les impacts sur l'environnement, tels que les changements climatiques, la pollution atmosphérique et d'autres émissions de gaz dans l'atmosphère.

* Élaboré par l'Action des entreprises dans le domaine de l'énergie (BAE), la Chambre de commerce internationale (CCI) et le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD).

5. Le secteur des entreprises joue un rôle actif dans la fourniture, le transport et l'utilisation de l'énergie. L'offre et l'utilisation d'énergie doivent être durables, accessibles, fiables et d'un coût abordable. Le secteur s'est engagé à faciliter un accès fiable à l'énergie à un coût abordable et avec un impact acceptable. En outre, les entreprises (en tant que consommateurs d'énergie) s'efforcent activement de consommer de l'énergie d'une manière plus efficace et de développer des produits ayant un rendement énergétique plus élevé. Par conséquent, la communauté des entreprises est prête à mettre ses importantes capacités opérationnelles, techniques et financières au service de la mise au point et de l'application de politiques énergétiques durables.

6. Tous les pays doivent faire face au défi qui consiste à atténuer les effets potentiels des changements climatiques et à s'y adapter. Les pays développés comme les pays en développement devront appliquer des politiques durables intégrées et harmonieuses en matière de croissance économique et de changements climatiques, en reconnaissant que les pays en développement sont particulièrement vulnérables face à ces changements. Le secteur des entreprises est convaincu que la manière pratique la plus économique de relever le défi à long terme posé par les changements climatiques sera notamment l'utilisation plus large des technologies existantes qui sont efficaces et à faibles émissions de carbone et le développement, la commercialisation et la vaste diffusion de technologies novatrices permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

7. Des exemples des actions menées par le secteur des entreprises et des informations complémentaires peuvent être consultés sur les sites Web pertinents, tels que <www.businessaction.org>, <www.iccwbo.org>, <www.wbcsd.org> et <www.worldenergy.org>, ainsi que sur les sites Web des participants à Action des entreprises dans le domaine de l'énergie.

I. Récapitulation

A. Principales questions relatives à l'énergie

8. Dans la société moderne, l'accès à des sources d'énergie commerciales, fiables et d'un coût abordable permet d'obtenir le chauffage, la lumière, la mobilité, la communication et les capacités agricoles et industrielles. Afin de satisfaire les besoins et les aspirations de la société et son espoir d'une vie meilleure, il faudra une offre croissante d'énergie fiable et d'un coût abordable. En fait, le secteur des entreprises et de l'industrie lui-même dépend de l'énergie au cours de toutes les phases des opérations.

9. Environ 2,4 milliards de personnes utilisent la biomasse traditionnelle pour la cuisson des aliments et 1,6 milliard de personnes n'ont pas accès à l'électricité. En outre, la fiabilité de l'accès et la sécurité de l'approvisionnement sont essentielles pour le développement durable dans toutes les parties du monde. D'un point de vue social, l'énergie est essentielle pour appuyer et renforcer le développement humain en améliorant la fourniture de soins de santé, d'aliments et de services d'éducation ainsi que la protection durable de l'environnement.

10. *L'énergie au service de la croissance économique et du développement.* Le secteur des entreprises s'efforce activement de faciliter un accès fiable à l'énergie à des coûts abordables et avec des impacts acceptables. En outre, les entreprises, en tant que consommateurs d'énergie, s'efforcent activement de consommer l'énergie plus efficacement et de mettre au point des produits qui ont un rendement énergétique plus élevé. La participation des entreprises locales et des entreprises qui investissent et l'utilisation de leurs importantes capacités opérationnelles, techniques et financières pour la mise au point et l'application de politiques énergétiques sont essentielles pour la fourniture et la consommation durables d'énergie.

11. *Des environnements porteurs*, qui comprennent :

- Des systèmes de réglementation économiques et uniformément appliqués, transparents et stables, qui sont fondés sur des principes scientifiques solides, la gestion des risques et l'analyse coûts/avantages;
- L'état de droit;
- La protection de la propriété intellectuelle;
- Des collectivités sûres et stables;
- Des marchés libres;
- Des marchés financiers efficaces;
- Des plans de financement efficaces et novateurs.

Lorsqu'ils seront mis en place par des gouvernements, ces environnements encourageront les investissements des entreprises dans le secteur de l'énergie, leur permettant ainsi de bénéficier de l'investissement local et de l'investissement étranger direct (IED).

12. *Des marchés ouverts et un financement novateur.* Des marchés libres ouverts offrent les meilleures conditions pour l'investissement dans le secteur de l'énergie et la fourniture d'énergie. Les gouvernements devraient également promouvoir et faciliter les investissements dans le secteur de l'énergie en se servant de l'aide publique au développement, en encourageant la coopération technique et en examinant d'autres dispositifs novateurs qui donneraient la priorité et un appui à l'utilisation de l'énergie au service du développement durable. Dans les pays où les capitaux sont limités, et en particulier dans les pays les moins avancés, le rôle de l'IED devrait être complété par un financement provenant des organisations intergouvernementales (Banque mondiale, Fonds pour l'environnement mondial, organismes des Nations Unies, etc.), de l'aide publique au développement (APD) et de fonds privés locaux.

13. *Politiques intégrées.* L'offre et l'utilisation d'énergie soulèvent des questions politiques concernant la croissance économique, la sécurité, l'emploi, l'investissement, les changements climatiques, les impacts sur l'environnement et le commerce. Les problèmes énergétiques devraient être abordés grâce à des politiques intégrées qui tiennent également compte des éléments suivants :

- Priorités et besoins en matière de développement;
- Situations et aspirations sociales;

- Règles commerciales;
- Politiques environnementales, notamment en matière de changements climatiques et de pollution atmosphérique;
- Options en vue de l'adaptation;
- Priorités concernant la vulnérabilité;
- Possibilités d'innovation;
- Politiques en matière de transfert de technologie (politiques en matière d'exportation, de financement, d'élimination des obstacles commerciaux et de propriété intellectuelle);
- Rendement énergétique.

14. *Gestion et réduction des impacts sur l'environnement.* Les impacts sur l'environnement de l'utilisation et de la production d'énergie devraient être examinés dans le contexte des autres priorités urgentes – sécurité énergétique, développement économique, changements climatiques, qualité de la vie et création d'emplois, et autres impacts sur l'environnement – à court et à long terme. Des systèmes devraient être mis en place pour évaluer pleinement et atténuer les conséquences environnementales et sociales potentielles pour la planification et la fourniture de services énergétiques.

15. *Recherche, développement et innovations techniques.* Les innovations techniques actuellement mises au point peuvent fournir des solutions aux problèmes actuels. Toutes les parties prenantes intéressées devraient affecter des ressources à la recherche-développement sur les nouvelles technologies. Les entreprises consacrent déjà des ressources substantielles au progrès technologique et à la mise au point d'innovations. Le secteur des entreprises collaborera également avec ses partenaires afin de définir des mécanismes pour recenser, développer et transférer des technologies conformes aux priorités et aux stratégies de développement nationales.

16. *Rendement énergétique.* Le rendement énergétique est un facteur critique pour toute stratégie globale en matière d'énergie durable. Les efforts conjoints déployés par les gouvernements et les entreprises sont essentiels pour continuer à promouvoir et à améliorer le rendement énergétique dans toute la chaîne de valeur ajoutée. Le rendement énergétique apporte de nombreux avantages à la société. En particulier, il permet de réduire le taux de consommation d'énergie et, par conséquent, d'améliorer la sécurité énergétique. En outre, le rendement énergétique permet de réduire les effets négatifs de l'offre et de l'utilisation d'énergie.

17. *Partenariats.* Les gouvernements, les entreprises et les autres parties prenantes essentielles doivent collaborer au sein de partenariats en vue d'un avenir énergétique durable, notamment grâce à des partenariats de type II dans le secteur de l'énergie, tels qu'ils ont été définis lors du Sommet mondial pour le développement durable. Les entreprises continueront à jouer un rôle important pour la recherche de solutions énergétiques, dans leurs domaines respectifs de responsabilité, en partenariat avec d'autres parties intéressées.

18. *Sécurité énergétique.* La sécurité à long terme de l'approvisionnement en énergie est nécessaire pour permettre à l'énergie de stimuler une croissance durable. Cela est particulièrement important étant donné l'augmentation prévue de la demande d'énergie. Les pays en développement, qui devraient être à l'origine de la

plus grande partie de cette augmentation, sont de plus en plus préoccupés par la fiabilité et la sécurité de leur approvisionnement en énergie.

19. *Base d'investissement et infrastructures énergétiques.* Le maintien et l'augmentation de l'approvisionnement en énergie requis pour satisfaire la demande future exigeront des investissements importants. Les modifications des réseaux énergétiques ne peuvent se faire que lentement à cause de l'importance de la base d'investissement et des infrastructures, de la longue durée utile de la puissance installée et des investissements massifs dans l'équipement et l'infrastructure qui sont nécessaires pour maintenir et accroître la capacité. Dans sa publication intitulée *World Energy Investment Outlook, 2003*, l'Agence internationale de l'énergie estime que les pays en développement ont besoin actuellement d'investissements d'environ 7 900 milliards de dollars, sur un total de 16 000 milliards de dollars jusqu'en 2030, pour l'expansion et la rénovation des infrastructures énergétiques. Dans les pays développés, le principal défi est la rénovation progressive des infrastructures énergétiques existantes. En outre, il faut tenir compte des préoccupations concernant la sécurité énergétique en ayant recours à un large mélange de sources d'énergie prenant en considération les difficultés et les spécificités régionales.

20. *Mécanismes fondés sur le marché.* Les politiques orientées vers le marché peuvent compléter d'autres approches réglementaires. Toutefois, les subventions devraient être évitées autant que possible. Si elles doivent être appliquées, elles ne devraient pas déformer les marchés et devraient permettre l'accès à l'énergie et promouvoir le développement durable. Le cas échéant, il faudrait des incitations fiscales pour promouvoir l'énergie au service du développement durable. « Avoir des prix justes » est un concept complexe, qui devrait en théorie englober et prendre en considération les aspects sociaux, environnementaux et économiques.

21. *Comportement du consommateur.* La compréhension et la réaction du consommateur sont des facteurs essentiels de succès pour relever le défi énergétique. La manière dont les consommateurs utilisent l'énergie et optimisent la récupération de l'énergie, par exemple grâce au recyclage, peut avoir un impact significatif sur l'offre, et les entreprises ont un rôle important à jouer dans cette évolution.

22. *Toutes les sources d'énergie.* Étant donné que les innovations techniques mises au point peuvent fournir des solutions aux problèmes actuels, toutes les sources d'énergie devraient être considérées comme des options pour satisfaire l'accroissement de la demande d'énergie. Elles devraient être évaluées sur la base de leurs avantages et de leurs caractéristiques, étant donné que chacune présente des problèmes, des obstacles et des possibilités concernant le coût, l'efficacité, la sûreté, l'épuisement des ressources primaires, la sécurité énergétique, la fiabilité, l'utilisation du sol, l'élimination des déchets, l'existence des infrastructures et des capacités requises, et les émissions qui ont un impact sur la pollution atmosphérique locale et régionale et sur les changements climatiques.

B. Principales questions relatives aux changements climatiques

23. *Les changements climatiques posent des risques sérieux pour l'environnement et l'économie* et devraient être abordés d'une manière intégrée en même temps que les autres priorités et politiques mondiales de développement, en particulier l'énergie au service du développement.

24. Dans le cadre de l'évolution des infrastructures, des mélanges et de l'utilisation de l'énergie, il faudra poursuivre les objectifs concernant l'accès à l'énergie et la réduction des effets sur le climat.

25. Les pays industrialisés ont contribué d'une manière significative aux émissions de gaz à effet de serre, mais les émissions des principaux pays en développement augmentent rapidement. Par conséquent, *la réaction internationale face aux changements climatiques exigera l'engagement de tous les principaux acteurs.*

26. *Le secteur des entreprises et l'industrie ont contribué dans une large mesure à la compréhension et au traitement des risques posés par les changements climatiques :*

- Des approches stratégiques pour la gestion des risques ont été mises au point dans des secteurs particulièrement vulnérables aux changements climatiques;
- L'adaptation de modèles d'entreprise et la recherche-développement sur de nouvelles solutions technologiques sont des priorités essentielles;
- Des tribunes ont été créées en vue d'élargir le dialogue avec les gouvernements sur la mise au point de politiques essentielles et les cadres à long terme;
- L'industrie prend des mesures dynamiques pour réduire les émissions.

27. Des politiques générales à long terme et bien conçues sont essentielles pour relever les défis posés par les changements climatiques :

- Grâce à des politiques réalistes à long terme et à des approches coopératives, les entreprises et les gouvernements pourront faire des investissements et planifier les décisions qui permettront d'atténuer les changements climatiques et de s'y adapter;
- La lutte contre les changements climatiques exige l'engagement et la participation de tous les principaux responsables des émissions;
- Les principes de justice, d'équité et de rentabilité sont extrêmement importants, en particulier pour les pays en développement qui ont leurs propres priorités en matière de développement économique;
- Les obstacles qui entravent l'investissement devraient être examinés et des incitations devraient être créées pour promouvoir la diffusion des technologies nouvelles et existantes;
- Les mécanismes du marché devraient être améliorés afin d'optimiser l'impact, de réduire les coûts et d'éviter les distorsions dans la concurrence entre entreprises et pays;
- Le déploiement rapide de la production d'énergie durable et de techniques, systèmes et pratiques efficaces d'utilisation finale est essentiel;
- Le transfert de technologie entre pays développés et pays en développement devrait être encouragé, tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle;
- Les obstacles au transfert de technologie devraient être identifiés et éliminés;

- L'éducation des consommateurs et les politiques de gestion de la demande permettront d'offrir aux consommateurs des options concernant des produits et des services énergétiquement rentables;
- Les gouvernements et les entreprises devront effectuer des investissements importants. Il faudra attirer les investisseurs et les financiers pour qu'ils investissent des capitaux dans les infrastructures, les produits et les services à faibles émissions de gaz à effet de serre.

28. Les entreprises, les gouvernements et la société civile ont tous un rôle important à jouer à court et à long terme.

C. Principales questions relatives au développement industriel

29. *Développement industriel et développement économique.* Le développement économique dépend du développement industriel à la fois à cause de sa contribution majeure à la croissance économique – un élément clef du développement durable – et de son rôle dans la transformation et la diversification structurelles de l'économie d'un pays. En fait, le développement économique et le bien-être économique de la population sont souvent considérés comme synonymes de l'industrialisation.

30. *Une base industrielle efficace renforce la société.* De nombreux membres de la communauté des entreprises sont engagés dans le processus du développement industriel, et beaucoup d'entre eux en dépendent. Il s'agit donc clairement d'un élément essentiel des activités de l'ensemble de la société. La contribution substantielle du développement industriel à la croissance économique permet de produire une grande partie des ressources nécessaires pour financer les programmes de protection de l'environnement et de développement social du secteur public, par exemple en fournissant des recettes fiscales aux autorités publiques, et en élaborant et en appliquant des réglementations scientifiques et fondées sur les risques. Le développement industriel contribue également aux aspects sociaux et économiques du développement durable grâce à la création directe d'emplois et à ses effets indirects sur l'emploi par le biais des interactions dans la chaîne d'approvisionnement avec d'autres secteurs de l'économie.

31. *Développement industriel, bonnes pratiques environnementales et coopération technique.* De nombreuses entreprises utilisent déjà des systèmes de gestion de l'environnement et d'autres outils de gestion. Le développement industriel et les objectifs environnementaux de la société devraient être poursuivis d'une manière harmonieuse. La réduction des déchets, la prévention de la pollution et des modes de production industrielle moins polluants sont des éléments clefs de l'amélioration continue et de l'accroissement de l'écocorendement dans les opérations industrielles.

32. *Développement industriel, principe du civisme dans les relations d'affaires et établissement de rapports.* Les entreprises pratiquent le civisme dans les relations d'affaires en diffusant de bonnes pratiques parmi les clients et les employés, les fournisseurs et les partenaires commerciaux – dans des domaines comme le travail, l'environnement et les droits de l'homme – dans les pays où elles opèrent. Il y a eu une augmentation substantielle du nombre de principes, directives et codes élaborés à l'intention des entreprises par des organisations gouvernementales et non gouvernementales. En ce qui concerne l'établissement de rapports, les entreprises considèrent l'établissement de rapports économiques, environnementaux et sociaux

comme un élément d'un dialogue continu avec les parties prenantes, plutôt que comme une opération isolée.

33. *Le développement industriel permet la coopération entre les entreprises et entre les secteurs.* L'internationalisation du secteur industriel par le biais des relations dans la chaîne d'approvisionnement, des coentreprises et de l'IED ainsi que par l'intermédiaire d'entreprises créées localement offre aux pays en développement de nouvelles possibilités de participer aux réseaux et partenariats de production transfrontière. Dans de nombreux cas, les partenariats volontaires sont commercialement avantageux, et les entreprises appuient les partenariats comme l'un des moyens les plus concrets d'obtenir des résultats en matière de développement durable. Les entreprises et d'autres entités devraient s'efforcer de créer des partenariats à long terme pour le développement durable, en traitant respectueusement et ouvertement avec des collectivités dans le monde entier.

34. *Le développement industriel durable dépend de la mise en place de cadres favorables par les gouvernements.* Le succès et la durabilité du développement industriel dépendent dans une large mesure d'un secteur privé dynamique opérant dans un cadre favorable orienté vers le marché. À cet égard, des environnements favorables sont essentiels à la fois pour les entreprises locales et pour l'investissement étranger. En outre, la coopération entre les entreprises et les gouvernements, avec une compréhension de leurs rôles et responsabilités respectifs, est cruciale.

II. L'énergie au service du développement durable*

35. Action des entreprises dans le domaine de l'énergie (BAE) est une tribune temporaire des organisations d'entreprises internationales et plurisectorielles, qui a pour objet de faciliter la contribution du secteur des entreprises aux quatorzième et quinzième sessions de la Commission du développement durable sur les questions liées à l'énergie. Cette initiative vise à transmettre les vues communes des participants à la BAE et vient compléter les positions et initiatives commerciales des particuliers, des entreprises, des secteurs ou d'autres entités.

36. Les organisations fondatrices de la BAE sont la Chambre de commerce internationale (CCI), le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et le Conseil mondial de l'énergie (CME).

37. Jusqu'à présent, les organisations participant à la BAE sont l'Institut international de l'aluminium, l'Association internationale des permis d'émissions négociables, l'Association internationale de l'industrie pétrolière pour la sauvegarde de l'environnement, l'Union de l'industrie électrique (EURELECTRIC), l'Institut mondial du charbon, l'Association mondiale du gaz de pétrole liquéfié et l'Association nucléaire mondiale.

38. Des détails supplémentaires sur la BAE peuvent être obtenus à l'adresse <www.businessaction.org>.

* Élaboré par Action des entreprises dans le domaine de l'énergie (BAE).

Historique

39. Les participants à la neuvième session de la Commission du développement durable ont examiné la question de l'énergie au service du développement durable et ont identifié cinq principales questions ou défis, à savoir l'accès à l'énergie et les services énergétiques modernes, le rendement énergétique, les sources d'énergies renouvelables, les technologies de pointe d'exploitation des combustibles fossiles, et l'énergie et les transports. Ils ont également mis en évidence certains problèmes fondamentaux, notamment la nécessité de la recherche-développement, le renforcement des capacités, le transfert de technologie, la mise en commun et la diffusion d'informations, la mobilisation de ressources financières, le fait de mettre les marchés au service du développement durable, et la multiplication des partenariats et la participation du public.

40. La stratégie concernant l'eau, l'énergie, la santé, l'agriculture et la diversité biologique (WEHAB) issue du Sommet mondial pour le développement durable porte sur cinq domaines prioritaires dans le contexte du développement durable. Elle met en évidence la contribution de l'énergie à de nombreux objectifs de développement durable, notamment l'accès à l'eau et l'assainissement, la santé, l'agriculture et la diversité biologique et tient compte des contextes ruraux et périurbains.

41. Les conclusions du Plan de mise en œuvre de Johannesburg sur l'énergie mettent l'accent sur les objectifs suivants :

- Fournir un accès à des services et des ressources énergétiques fiables, d'un coût abordable, économiquement viables, socialement acceptables et respectueux de l'environnement;
- Intégrer les considérations concernant l'énergie, y compris le rendement énergétique, le caractère abordable et la disponibilité, dans les programmes socioéconomiques, spécialement dans les politiques des grands secteurs consommateurs d'énergie, et dans la planification, l'exploitation et l'entretien des infrastructures à longue durée de vie consommatrices d'énergie;
- Combiner, lorsqu'il convient de le faire, l'usage accru de ressources énergétiques renouvelables, l'utilisation plus efficace de l'énergie, le recours accru aux technologies énergétiques de pointe et l'exploitation durable des ressources énergétiques traditionnelles.

42. En outre, le Sommet mondial pour le développement durable a souligné l'importance d'une application efficace et pertinente des politiques énergétiques grâce à des efforts conjoints des entreprises et des gouvernements, dans leurs domaines de responsabilité respectifs, grâce à des partenariats secteur public-secteur privé.

Situation actuelle

43. L'énergie est un ingrédient essentiel pour la croissance et le développement durable, et pour la vaste majorité des activités économiques. Cependant, le manque d'accès à l'énergie entrave le développement économique et social dans de nombreuses régions et fait obstacle à la réalisation de progrès sociaux, environnementaux et économiques dans le monde entier.

44. Le fait que l'énergie est importante pour le développement est démontré par les tendances de la consommation, en particulier l'accroissement prévu de la demande d'énergie; par exemple, l'Agence internationale de l'énergie prévoit une augmentation de 60 % d'ici à 2030 (*World Energy Outlook, 2002*). Cette demande croissante devra être satisfaite grâce à un mélange complexe de ressources énergétiques afin de répondre à des besoins énergétiques très variés, tout en tenant compte des impératifs environnementaux et autres.

45. Du côté de l'offre, les solutions diversifiées devront tenir compte des circonstances et des priorités locales, selon leur capacité de fournir de l'énergie durable et fiable, à un prix rentable et compétitif. Du côté de la demande, les solutions comprennent la promotion de l'utilisation efficace de l'énergie et l'éducation des consommateurs. Le secteur des entreprises continuera à jouer un rôle en vue de trouver des solutions énergétiques, dans son domaine de responsabilité, souvent en partenariat avec d'autres parties prenantes.

46. En raison du manque de sécurité de l'approvisionnement, des impacts sur l'environnement et de l'accroissement de la demande, il faudra améliorer constamment l'efficacité et les techniques énergétiques du côté de la demande comme du côté de l'offre. Dans ce contexte, les décideurs devraient examiner les problèmes d'accès et de coût abordable, les avantages sociaux et les impératifs environnementaux, ainsi que la capacité des politiques de contribuer à la croissance économique et de renforcer la sécurité de l'approvisionnement.

47. Afin d'offrir des services énergétiques modernes aux populations des pays en développement et des pays développés, les gouvernements et les entreprises doivent continuer à maintenir ouvertes toutes les options énergétiques et développer, selon les besoins, toutes les sources d'énergie primaires : combustibles fossiles, hydroélectricité, énergie nucléaire et énergies renouvelables. Il faudrait se concentrer sur la fourniture de quantités suffisantes d'énergie sûre, fiable et d'un coût abordable, tout en augmentant l'efficacité et en réduisant les effets négatifs sur l'environnement grâce à des technologies appropriées et à des pratiques optimales, en reconnaissant que les innovations technologiques peuvent offrir des solutions aux problèmes actuels. Il ne faudrait pas imposer de limitations aux technologies qui pourraient ultérieurement améliorer l'accès à l'énergie et le rendement énergétique, et réduire les effets sur l'environnement.

48. Pour mettre en place des réseaux énergétiques fiables, il faudra effectuer des investissements importants dans la chaîne d'approvisionnement et dans l'équipement final. Les réseaux actuels ont été mis en place au cours de nombreuses décennies. Pour les rénover et pour en créer de nouveaux, il faudra des investissements substantiels dans toutes les sources d'énergie appropriées. Ces investissements sont évalués par l'Agence internationale de l'énergie à 16 000 milliards de dollars d'ici à 2030.

49. Actuellement, la capacité des entreprises de contribuer pleinement à une solution des problèmes énergétiques, notamment grâce à la technologie, à l'innovation et à l'investissement, est entravée par l'absence de cadres favorables. Il incombe aux gouvernements de mettre en place – dans le contexte d'un dialogue transparent avec la société civile, les entreprises et l'industrie – de tels cadres et de donner des indications de continuité à la communauté des entreprises, ce qui permettrait de réduire les incertitudes et d'encourager les investissements des entreprises dans le secteur de l'énergie.

50. Ces cadres favorables comprendront des politiques cohérentes, des marchés ouverts, une bonne gouvernance, une réglementation appropriée et une diligence raisonnable. Les réglementations et politiques en matière d'énergie devraient être non discriminatoires et fondées sur des principes scientifiques et de gestion des risques, ainsi que sur la rentabilité, et tenir compte de la planification à long terme, des cycles d'investissement et des horizons temporels. Leur application devrait stimuler une concurrence ouverte, juste et transparente, et encourager la flexibilité et l'innovation. En outre, afin de permettre aux marchés de l'énergie de fonctionner effectivement et efficacement, les politiques qui causent une distorsion des prix devraient être limitées et, dans l'idéal, évitées.

51. L'énergie au service du développement durable dépendra d'une utilisation plus systématique des technologies efficaces existantes et de la mise au point, de la commercialisation et du déploiement de technologies novatrices. Le secteur des entreprises a entrepris activement les activités suivantes :

- Sensibilisation et diffusion d'informations;
- Mise en œuvre d'améliorations du rendement énergétique;
- Réduction de l'intensité de carbone dans la production d'énergie;
- Mise au point et déploiement de nouvelles technologies.

52. De nombreuses entreprises s'efforcent de mettre au point toute une série de technologies potentiellement utiles, notamment les piles à combustible, la production et la distribution d'hydrogène, la production intégrée de gaz et d'énergie, les techniques de pointe pour l'exploration et la récupération des réserves de pétrole et de gaz, l'énergie nucléaire, les techniques de piégeage et de fixation du carbone (y compris la récupération améliorée du pétrole et la récupération améliorée du méthane des gisements houillers), les techniques de gazéification (pour le charbon et la biomasse, les biocarburants et carburants synthétiques), la coproduction d'électricité et les sources d'énergie renouvelables.

53. Du côté de la demande, de nouvelles technologies fournissent des services améliorés et permettent une utilisation plus efficace de l'énergie, notamment des moteurs électriques efficaces à faible taux d'inertie, des ampoules à faible consommation, des bâtiments plus efficaces grâce à une meilleure isolation et à des techniques de pointe de vitrage, des systèmes de transport perfectionnés et des véhicules hybrides.

54. En dernier lieu, les nouvelles technologies de l'information, les approches intégrées et les services énergétiques novateurs permettent d'améliorer la gestion globale et le fonctionnement des réseaux énergétiques.

Tendances mondiales dans le secteur de l'énergie

55. Le défi énergétique englobe de nombreux aspects différents concernant la demande (chauffage, habitat, processus industriels, transports, électricité) et l'offre (accessibilité et prix des ressources naturelles et structure du réseau énergétique). Bien que cela comprenne une myriade d'activités, deux cas permettent d'illustrer le défi énergétique, à savoir l'accès aux services énergétiques modernes et les transports.

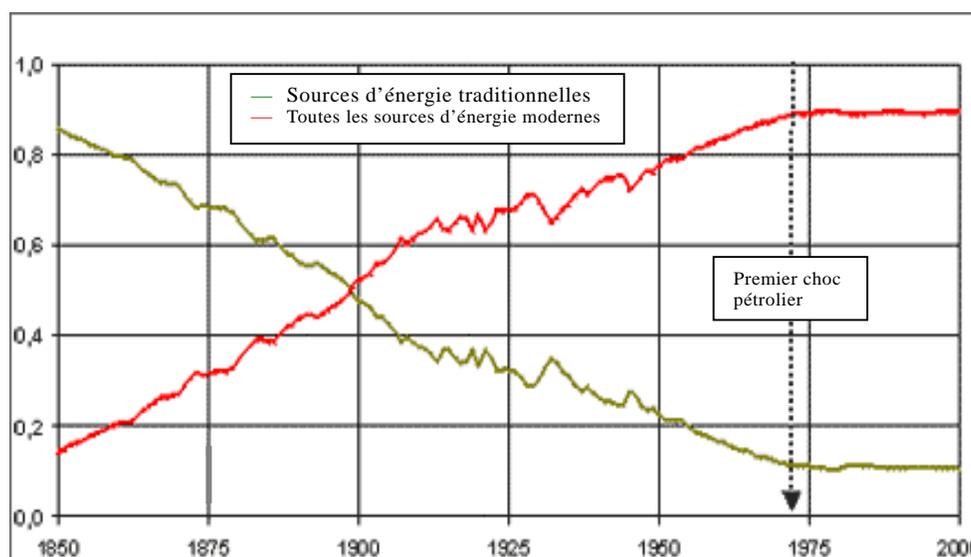
Accès aux services énergétiques modernes

56. L'accès aux services énergétiques modernes est un élément essentiel pour réduire la pauvreté et fournir des services de base tels que l'éducation et les soins de santé. Quelque 2,4 milliards de personnes n'ont pas accès à des services énergétiques modernes et dépendent des sources d'énergie traditionnelles, qui peuvent causer des risques pour la santé et une charge sociale.

57. Bien que l'utilisation des sources d'énergie traditionnelles, notamment le bois, les déchets végétaux, les matières d'origine animale et d'autres biomasses solides (voir fig. I ci-dessous), ait été nettement réduite au cours des 150 dernières années, ce déclin a piétiné au cours des 25 dernières années. Si cette tendance se poursuit, 1,4 milliard de personnes n'auront toujours pas accès à l'électricité en 2030 (*World Energy Outlook*). Le manque d'accès aux services énergétiques modernes est surtout critique dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, en particulier dans les zones rurales.

Figure I

Parts relatives du marché des sources d'énergie primaires, 1850-2000



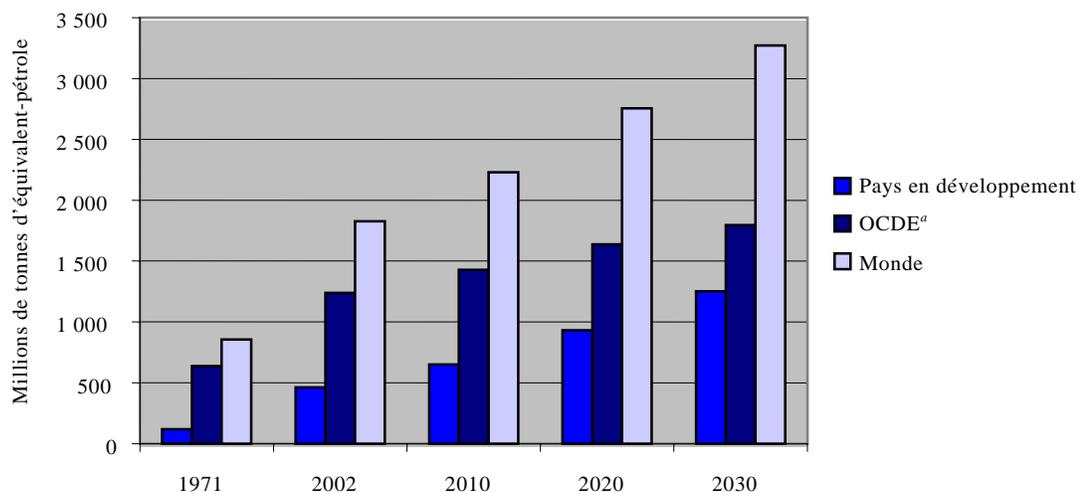
Source : O. Rech, Institut français du pétrole.

58. L'accès à des services énergétiques modernes d'un coût abordable contribuera à la réduction de la pauvreté en permettant d'autres activités telles que la création de petites entreprises, l'amélioration de l'éducation, les soins de santé, et l'accès aux technologies modernes. Afin de surmonter cet obstacle, des investissements substantiels doivent être faits dans l'infrastructure énergétique pour résoudre ces pénuries.

Transports

59. Les transports constituent un autre défi majeur en matière d'énergie. Les pays en développement ont besoin d'une infrastructure et d'installations améliorées en matière de transports afin de connaître une croissance économique soutenue et d'assurer le développement humain (voir fig. II).

Figure II
**Consommation d'énergie du secteur des transports
 dans différentes régions et dans le monde, 1971-2030**



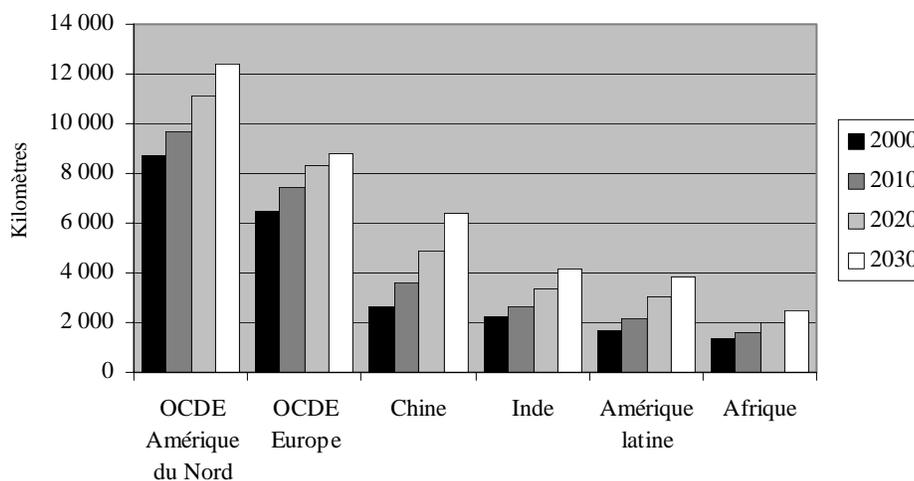
Source : Agence internationale de l'énergie, *World Energy Outlook, 2004*

^a Organisation de coopération et de développement économiques.

60. Le défi au niveau mondial est d'offrir des choix en matière de mobilité qui satisfassent la demande des consommateurs et les conditions de sécurité avec de faibles émissions de gaz à effet de serre, tout en tenant compte des priorités en matière de développement. Afin de relever ce défi mondial, il faut des solutions novatrices qui pourraient découler de toute une série d'approches portant sur les différents éléments du système de transports, notamment les carburants, les véhicules, les infrastructures et le rôle de la mobilité elle-même. L'industrie a investi dans des techniques de pointe de traitement du carburant qui permettent de produire des carburants plus propres et respectueux de l'environnement pour les véhicules à technologie avancée. L'industrie collabore également avec les gouvernements et les constructeurs automobiles dans le domaine des biocarburants et avec les milieux universitaires et les gouvernements en ce qui concerne des systèmes perfectionnés de propulsion, des carburants et d'autres améliorations telles que les matériaux ultralégers.

61. Les pays en développement, tout en ayant une population totale plus grande que celle des pays membres de l'OCDE, utilisent beaucoup moins d'énergie dans le secteur des transports car leurs habitants voyagent moins (voir fig. III). Toutefois, leur taux de consommation devrait augmenter considérablement à l'avenir à la suite du développement de leur économie.

Figure III
Total des voyages de passagers dans différentes régions, 2000-2030



Source : Conseil mondial des entreprises pour le développement durable, *Modèle du projet sur la mobilité viable*.

Liens entre l'énergie et la pollution atmosphérique

62. L'utilisation de combustibles traditionnels par les ménages pour la cuisson des aliments et le chauffage est une source de pollution atmosphérique. L'utilisation des combustibles traditionnels est la quatrième cause la plus importante de décès et de maladies dans les pays les plus pauvres du monde, causant annuellement le décès de 1,6 million de personnes, dont près d'un million d'enfants.

63. À la suite du développement industriel et de l'urbanisation, les transports, la production d'énergie et les processus industriels contribuent aussi dans une large mesure à la pollution atmosphérique. La lutte contre ce type de pollution est donc à la fois une question d'accès à de l'énergie moins polluante et d'intégration des politiques environnementales dans le déploiement des systèmes énergétiques et les choix en matière de mobilité. Deux éléments ont un impact crucial sur la lutte contre la pollution atmosphérique :

a) Les choix technologiques qui permettent le déploiement progressif et amélioré des technologies modernes disponibles;

b) Les innovations qui peuvent offrir des solutions plus efficaces et plus rentables adaptées à chaque source de pollution.

64. Au cours de la dernière décennie, des progrès considérables ont été réalisés pour ce qui concerne les technologies, telles que les brûleurs et chaudières à faible émission d'oxydes d'azote, les moteurs à faible émission d'oxydes d'azote, les systèmes d'échappement à catalyseur et les filtres à particules pour les véhicules, les combustibles à faible teneur en soufre et les combustibles gazeux, et les technologies du charbon propre. Lorsqu'elles ont été appliquées, ces technologies ont amélioré la qualité de l'air.

65. En raison de la longue durée utile des infrastructures énergétiques, il faut également faire des choix judicieux au moment de l'investissement, en rapport avec des politiques à long terme cohérentes et intégrées.

66. En outre, des efforts conjoints déployés par toutes les parties intéressées – gouvernements, entreprises et société civile – peuvent permettre d'obtenir des réductions importantes des gaz polluant l'atmosphère, comme le montre l'exemple des chlorofluorocarbones (CFC). En raison des effets négatifs sur l'environnement des émissions de CFC, leur production et leur consommation ont été réduites dans une large mesure depuis le milieu des années 90 et leur élimination complète est prévue d'ici à 2010.

Expériences concrètes

67. Les entreprises continuent à jouer un rôle dynamique en vue d'améliorer l'accès à l'énergie et sa fiabilité dans plusieurs pays en développement. De nombreuses initiatives ont été lancées grâce à des partenariats, notamment avec des organismes des Nations Unies, des institutions internationales et des autorités locales. On peut citer les exemples suivants :

- Eskom : programme d'électrification (Afrique du Sud). Eskom a desservi 3,2 millions de foyers depuis le début du programme d'électrification en 1991;
- Association mondiale du gaz de pétrole liquéfié/PNUD : initiative pour l'énergie rurale à base de gaz de pétrole liquéfié (Afrique du Sud, Maroc, Ghana, Honduras, Viet Nam et Chine). En Afrique du Sud seulement, le partenariat a l'intention de desservir 3,5 millions de ménages pauvres;
- Shell : améliorer les conditions de vie en appuyant sur un bouton (Sri Lanka). La société Shell a l'intention de fournir de l'énergie solaire aux 9 millions de Sri-Lankais qui n'ont pas accès au réseau électrique;
- Tenesol Total/Électricité de France : électrification des foyers ruraux au Maroc;
- Conseil mondial de l'énergie : des solutions pour produire davantage d'électricité, d'une manière plus rentable. Les travaux de longue date du Conseil (performance des centrales électriques) concernant les critères de performance des centrales électriques ont entraîné des améliorations mesurables et des économies pour les exploitants de centrales électriques dans le monde entier;
- FUTUREGEN : le projet a pour objet de construire et d'exploiter une centrale électrique intégrée avec piégeage du carbone et production d'hydrogène, d'une puissance de 275 mégawatts, qui pourra fournir de l'énergie propre à environ 275 000 ménages;
- Des entreprises, comme Statoil (en mer du Nord), ont lancé plusieurs projets qui utilisent des technologies de captage et de stockage du carbone, évitant ainsi l'émission d'un million de tonnes de dioxyde de carbone par an;

- Le projet d'Utsira de la société Hydro est la première installation complète de production conjointe d'énergie éolienne et d'hydrogène dans le monde, et constitue une étape décisive dans le développement de systèmes d'énergie renouvelable utilisant l'hydrogène;
- Suez Energy International a investi 250 millions de dollars dans une centrale hydroélectrique au Brésil qui permettra d'injecter 147 mégawatts dans le réseau électrique et de fournir de l'électricité à un million de personnes;
- BP a lancé un plan quinquennal d'amélioration du rendement énergétique d'un coût de 350 millions de dollars qui a permis au cours de sa première année d'application de réduire de 400 000 tonnes les émissions de gaz à effet de serre;
- Gaz de France et quatre entreprises du secteur public ont réussi à livrer du gaz naturel liquéfié à l'Inde en améliorant le terminal de Dahej qui fournit actuellement 10 millions de mètres cubes standard par jour de gaz naturel liquéfié regazéifié;
- Le programme Énergie nucléaire en 2010 a pour objet d'identifier des sites pour la construction de nouvelles centrales nucléaires, de mettre au point et de commercialiser des techniques nucléaires de pointe et de réduire les obstacles techniques, réglementaires et institutionnels à la construction de nouvelles centrales nucléaires aux États-Unis d'Amérique;
- L'industrie de l'aluminium s'est fixée volontairement l'objectif d'une réduction de 10 % de l'énergie utilisée pour la fonte d'une tonne d'aluminium en 2010 par rapport à 1990. De bonnes pratiques et des investissements dans les technologies modernes ont permis une réduction de 6 % de l'énergie utilisée pour la production d'une tonne d'aluminium entre 1990 et 2004.

68. L'industrie s'efforce de promouvoir la conservation de l'énergie dans ses opérations et au-delà grâce à des partenariats avec d'autres secteurs. D'autres exemples et des informations sont disponibles sur le site Web de la BAE (<www.businessaction.org>) qui comprend également des liens avec les sites Web de tous les participants à la BAE.

Questions qui devraient être portées, pour examen, à l'attention de la Commission du développement durable

69. Il ressort de l'analyse ci-dessus que quatre domaines principaux doivent faire l'objet d'une attention urgente :

- Établissement de cadres favorables à l'investissement, y compris ceux qui facilitent le déploiement de technologies efficaces;
- Promotion de politiques intégrées;
- Amélioration du financement et de l'investissement;
- Mise en place de structures efficaces de collaboration, notamment grâce à des partenariats.

III. Changements climatiques*

Introduction

70. Le secteur des entreprises reconnaît que les changements climatiques présentent des risques et ont de graves conséquences pour l'environnement et l'économie. L'examen de ces risques est de toute évidence une préoccupation prioritaire et à long terme pour les gouvernements et les entreprises. Alors que le débat se poursuit sur l'ampleur et le cadre temporel des effets potentiels des changements climatiques, les entreprises prennent des mesures pour réduire les émissions et pour étudier, mettre au point et diffuser des technologies nouvelles et existantes.

Changements climatiques et développement économique

71. Les changements climatiques sont l'un des défis étroitement liés auxquels le monde doit faire face, en même temps que le développement économique, la production et l'utilisation d'énergie, l'utilisation du sol, la croissance démographique, la réduction de la pauvreté, le développement durable et l'approvisionnement en eau potable salubre. Les politiques devraient être examinées dans le contexte des autres thèmes et priorités du développement au niveau mondial, qui sont mis en évidence dans d'autres chapitres de la présente contribution.

72. L'énergie est le moteur de croissance et de prospérité le plus important. En particulier, la réaction mondiale face aux changements climatiques devrait être évaluée dans le contexte de la satisfaction de la demande croissante d'énergie dans un monde où près de deux milliards de personnes n'ont toujours pas accès aux avantages essentiels de l'énergie commerciale et, de ce fait, ne peuvent pas sortir de la pauvreté pour poursuivre le développement économique et social.

73. Des décisions sur les investissements considérables qui sont requis pour assurer la fourniture et la distribution d'énergie doivent être prises maintenant car les plans, les coûts et les produits des investissements font déjà l'objet d'incertitudes. Les choix faits actuellement et à l'avenir par les gouvernements, les entreprises et les décideurs peuvent modifier la compétitivité et les investissements futurs et les tendances de l'emploi ainsi que la capacité de réagir face aux préoccupations futures concernant l'environnement.

74. La tâche cruciale qui nous attend consiste à mettre en place des cadres efficaces et à long terme pour atténuer les changements climatiques et s'adapter à leurs effets potentiels. Les efforts visant à atténuer les changements climatiques auront inévitablement une influence sur les économies, les styles de vie et les moyens de développement. Étant donné la possibilité de ces conséquences de vaste portée et fondamentales, la communauté internationale doit trouver des moyens efficaces de faire participer tous les pays et régions qui émettent des gaz à effet de serre à ces efforts, tout en utilisant toutes les options énergétiques pour satisfaire la demande croissante.

* Élaboré par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et la Chambre de commerce internationale (CCI). Des détails supplémentaires peuvent être obtenus en consultant les sites <www.wbcd.org> et <www.iccwbo.org>.

Quels sont les changements requis?

75. Il est particulièrement important de noter qu'il n'y a pas d'approche unique pour relever le défi des changements climatiques. Un vaste ensemble de solutions seront requises, notamment :

- La mise au point et l'utilisation mondiale de technologies énergétiques, efficaces et rentables, aussi bien existantes que nouvelles, ayant de faibles émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs. Il s'agit de la manière la plus efficace d'améliorer l'accès à l'énergie, de promouvoir le rendement énergétique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cela peut être facilité grâce à une série d'approches comprenant des incitations pour la recherche-développement, des initiatives volontaires, des mesures orientées vers le marché et des actions visant à promouvoir le transfert de technologies et à éliminer les obstacles existants qui entravent l'utilisation et le transfert plus généralisés des technologies efficaces existantes;
- L'évolution des réseaux énergétiques du monde sera au centre des efforts visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Toutes les sources d'énergie devront être examinées, et les technologies existantes et nouvelles seront utilisées en vue d'une production plus efficace et émettant moins de gaz à effet de serre. Cela impliquera l'application généralisée du rendement énergétique et l'utilisation d'un vaste mélange de sources d'énergie, y compris des combustibles fossiles plus propres, l'énergie nucléaire, l'hydroélectricité et les énergies renouvelables ainsi que la mise au point de méthodes de piégeage du carbone, y compris des changements dans l'utilisation du sol, le reboisement, et le captage et le stockage du carbone;
- Des mesures doivent être prises par tous les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre aux niveaux des pays, des entreprises, des industries et des collectivités;
- Bien que les pays industrialisés aient été les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre au cours du dernier siècle, les émissions de grands pays en développement comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la République de Corée augmentent rapidement. Par conséquent, le succès de la lutte contre les changements climatiques au niveau international exigera l'engagement de tous les principaux acteurs.

Cadres temporels

76. Cette évolution exigera certainement du temps. Toutefois, il y a de nombreuses mesures qui peuvent être appliquées sans retard pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, notamment la stimulation du rendement énergétique et de la conservation de l'énergie, et le renforcement de la contribution des sources d'énergie renouvelables et des technologies qui ne produisent pas d'émissions. Des efforts supplémentaires de sensibilisation et de renforcement des capacités et des mesures qui encouragent la diffusion des innovations et de la recherche-développement technologique doivent également être déployés maintenant pour relever ce défi à long terme.

77. Dans les perspectives à long terme, on reconnaît la nécessité d'approches mondiales coordonnées, cohérentes et transparentes qui contribuent à la réalisation des objectifs en matière de réduction des émissions tout en favorisant la fourniture, la croissance et le développement de l'énergie. Un dialogue immédiat et ouvert avec les principaux acteurs contribuera à la diffusion d'informations sur ce processus.

Contribution du secteur des entreprises

78. Le secteur des entreprises et l'industrie ont apporté des contributions significatives à la compréhension des risques posés par les changements climatiques et sont engagés, aux niveaux national et international, dans ce débat dynamique, complexe et urgent. Le secteur des entreprises apporte de nombreuses contributions concrètes aux interventions face aux changements climatiques.

79. Grâce à des activités de recherche et d'analyse concernant les nouveaux risques et les nouvelles possibilités, le secteur des entreprises a contribué à une prise de conscience et à une clarification de l'ampleur des questions et des difficultés qui nous attendent. Des approches stratégiques pour la gestion des risques climatiques sont mises au point dans des secteurs tels que les assurances et l'approvisionnement énergétique. Cette tendance s'étend également à d'autres secteurs tels que l'agriculture, l'industrie lourde et les industries manufacturières.

80. L'industrie a acquis une vaste expérience et des résultats ont déjà été obtenus en ce qui concerne la réduction de la croissance des émissions et l'investissement dans les technologies dont le monde dépendra pour réduire les émissions.

81. La communauté des entreprises prend également de nouvelles mesures en adaptant son mode de penser et ses modèles commerciaux et en étudiant et en mettant au point de nouvelles solutions technologiques. On peut citer comme exemples des technologies efficaces comme les piles à combustible fonctionnant à l'hydrogène et des solutions pour le captage et le stockage du carbone.

82. Le secteur des entreprises s'efforce aussi activement d'établir des tribunes et de participer à un dialogue avec les gouvernements et les autres parties prenantes sur les principales questions relatives à l'élaboration des politiques. De cette manière, le secteur des entreprises fait bénéficier le débat sur les changements climatiques de perspectives concrètes et commerciales et de compétences considérables en matière de technologie et de gestion.

83. On trouvera de nombreux exemples précis sur le site Web du WBCSD (<www.wbcsd.org>) et sur celui de la CCI (<www.iccwbo.org>).

Plans directeurs à long terme

84. Les politiques climatiques devraient être fondées sur des analyses scientifiques solides et des attentes réalistes concernant le rythme de l'innovation technologique et du déploiement des technologies. Ces objectifs devraient également tenir compte des limitations actuelles concernant l'évolution des sciences climatiques et l'évaluation des risques. Ils devraient être poursuivis au moyen de cadres de coopération équitables et rentables pour les gouvernements, les entreprises et la société et ajustés selon les priorités de la croissance économique et sociale des pays développés et des pays en développement.

85. Il n'est pas facile de parvenir à ces objectifs, mais certaines conditions sont nécessaires pour permettre au secteur des entreprises de jouer son rôle. Des conditions générales favorables et des échéanciers à plus long terme sont nécessaires pour appuyer la participation efficace des gouvernements et de la communauté des entreprises.

86. Des plans directeurs internationaux à long terme concernant le climat peuvent améliorer la capacité des entreprises de mettre au point des programmes et d'orienter les efforts de recherche-développement. Ils devraient être définis en tenant compte de la nécessité essentielle de faire participer toutes les parties à des approches et des politiques à long terme, crédibles, flexibles et réalistes qui évolueront avec l'accroissement de l'expérience et des connaissances.

87. En particulier, ces plans directeurs devraient tenir compte des résultats de la recherche scientifique et technique, des investissements qui encouragent le développement environnemental, social et économique, et des décisions concernant les politiques publiques prises par les instances nationales et internationales.

88. Les plans directeurs devraient prendre en considération d'autres objectifs des politiques internationales à long terme, tels que le développement économique et le commerce. De nombreuses décisions prises par les entreprises et les investisseurs, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de l'industrie, comprennent un horizon temporel très long (de 20 à 50 ans). Les décisions en matière d'investissement, par exemple dans de nouvelles infrastructures, qui sont prises actuellement influenceront effectivement la tendance des émissions pendant de nombreuses années.

Large participation

89. Pour réussir, la lutte contre les changements climatiques au niveau international exigera l'engagement de tous les principaux acteurs. Un dialogue immédiat et ouvert avec les principales parties intéressées devrait avoir pour objectif la justice, l'équité et la rentabilité et devrait faire participer les grands pays en développement.

90. Outre les efforts déployés en vertu du Protocole de Kyoto, le secteur des entreprises accueille favorablement plusieurs approches complémentaires qui traitent de ce problème et soulignent le rôle de la technologie dans la recherche de solutions. On peut citer comme exemple l'initiative du G-8 sur le climat, qui fait intervenir d'autres institutions importantes, telles que la Banque mondiale. D'autres exemples notables sont le nouveau Partenariat Asie-Pacifique pour un développement propre et le climat et des accords bilatéraux comme l'initiative Union européenne-Chine.

91. Nous estimons que la coopération internationale dans le domaine du climat devrait traiter les risques liés aux changements climatiques dans le contexte de la promotion d'un développement plus propre dans les pays développés et les pays en développement – en reconnaissant que, dans les pays en développement, les priorités comprennent le développement économique, la lutte contre la pauvreté et l'éradication des maladies, qui sont facilités par l'amélioration de l'accès à des services de base tels que l'énergie, les soins de santé et l'éducation.

Utilisation de mécanismes et instruments fondés sur le marché

92. Les obstacles à l'investissement devraient être éliminés et des incitations devraient être créées pour orienter les capitaux vers la promotion de l'utilisation des technologies nouvelles et existantes. Des mécanismes fondés sur le marché et bien conçus permettent aux gestionnaires des entreprises d'agir avec flexibilité pour obtenir d'une manière rentable des capitaux et les affecter à des projets, des infrastructures, des technologies et des investissements.

93. S'ils sont bien conçus, appliqués et interconnectés, les systèmes d'échange des droits d'émission peuvent permettre aux entreprises qui opèrent dans des pays qui ont pris des engagements en matière de réduction d'émissions de parvenir aux objectifs de la manière la plus rentable. Le fait de combiner et de relier ces systèmes grâce à une reconnaissance mutuelle serait important pour les entreprises mondiales qui cherchent des possibilités de compenser les émissions et d'investir dans des projets de réduction des gaz à effet de serre tout en évitant de fausser la compétitivité.

94. Les mécanismes fondés sur le marché qui fonctionnent, tels que l'échange des droits d'émission, le mécanisme de développement propre et le mécanisme conjoint d'application, sont des moyens potentiellement importants pour relever les défis posés par les changements climatiques. L'efficacité, la faisabilité et la transparence de ces mécanismes devraient être mieux démontrées.

Promotion des innovations technologiques et engagement envers la recherche-développement

95. La mise au point et le déploiement de technologies seront essentiels pour obtenir des réductions des émissions de gaz à effet de serre et promouvoir de meilleures conditions de vie aussi bien dans les pays en développement que dans les pays développés. Le déploiement rapide de technologies, de systèmes et de pratiques permettant la production et l'utilisation finale efficace d'énergie durable est essentiel. Des incitations devraient promouvoir la mise en place d'environnements favorables à la recherche, sa transformation en innovations pratiques et leur vaste diffusion.

96. Il est crucial de mettre en place des cadres porteurs efficaces pour promouvoir le transfert de technologies entre pays développés et pays en développement, tout en protégeant les droits de propriété intellectuelle. Les obstacles au transfert de technologies devraient être identifiés et éliminés.

97. Les politiques encourageant des innovations technologiques et l'expansion des programmes de recherche-développement sont vitales et devraient prévoir toutes les options technologiques possibles. L'engagement à long terme du secteur privé en vue de la mise au point de nouvelles technologies de réduction des émissions dépendra des cadres appropriés et des incitations fournis par les gouvernements. La recherche-développement est un outil essentiel pour promouvoir les innovations et les améliorations du rendement énergétique et, afin d'avoir un impact maximal, elle doit être lancée immédiatement pour donner l'occasion de réaliser des progrès le plus rapidement possible.

Choix des consommateurs

98. Le comportement des consommateurs sera amélioré grâce à une plus grande sensibilisation, à l'éducation et à l'accès à des informations transparentes. Des mesures doivent être prises pour offrir aux consommateurs davantage d'options concernant les produits et services à rendement énergétique élevé.

99. Des outils éducatifs et des programmes de certification des produits devraient appeler l'attention des consommateurs sur les avantages des produits et services à faible impact, au point de vente. Cela deviendra particulièrement important dans les économies en développement et en expansion où apparaissent des classes moyennes aisées. Les décideurs doivent reconnaître et intégrer l'influence des consommateurs dans un marché compétitif.

Faire intervenir les marchés financiers

100. Les gouvernements et les entreprises devront effectuer des investissements considérables pour obtenir les résultats voulus. Les investisseurs et les financiers doivent être incités à investir des capitaux dans les infrastructures, les produits et les services qui encouragent la réduction, le piégeage et l'adaptation des gaz à effet de serre. L'intégration des interventions des gouvernements et des systèmes commerciaux n'aboutira à un succès que si l'on envoie des signaux sur le plan politique et au niveau du marché qui font intervenir les marchés financiers.

Conclusions

101. Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable et la Chambre de commerce internationale se sont engagés à participer au débat sur le climat afin d'éclairer les processus de décision dans le monde entier.

102. Pour relever ce défi, il faudra que les entreprises, les gouvernements et la société civile jouent leurs rôles respectifs à court et à long terme. À court terme, la promotion de l'écoresponsabilité, le transfert et le déploiement de technologies et la conservation sont tous des éléments indispensables et qui se renforcent mutuellement. Un nouveau dialogue sera également nécessaire entre les principaux acteurs au sujet des plans directeurs, des initiatives et des partenariats à long terme.

103. Le secteur des entreprises est un partenaire clef dans le processus et il prend déjà des mesures. Afin de les appuyer, les gouvernements devraient élaborer et appliquer des cadres à long terme qui créent des conditions favorables pour les entreprises et les investissements. Il faudrait stimuler la recherche-développement afin de mettre au point et de commercialiser plus rapidement des technologies novatrices, abordables et fiables à faibles émissions de gaz à effet de serre et éliminer les obstacles réglementaires à la mise au point, à l'utilisation et au déploiement de technologies. Les plans à long terme facilitent la participation des entreprises à de nouveaux projets et initiatives qui contribuent à la réalisation de l'objectif global de la lutte contre les changements climatiques.

IV. Développement industriel et développement durable*

104. Le fait que ce chapitre se trouve à la fin du présent document ne réduit pas l'importance de son sujet, car le développement industriel entraîne un ensemble fondamental de questions qui concernent l'énergie en faveur du développement et du climat, et montre d'une manière encourageante les progrès et les résultats obtenus par les entreprises, grandes et petites, de nombreux secteurs et pays.

105. Les entreprises impliquées dans le développement industriel sont diverses en termes de taille et de secteur, et varient d'un pays à l'autre, ce qui rend difficiles les généralisations au sujet du développement industriel. En outre, même si le développement industriel est considéré comme un secteur au sein de la vaste communauté des entreprises, de nombreux autres secteurs (comme l'agriculture, le commerce de détail et d'autres) en dépendent, et c'est pourquoi il joue un rôle central dans l'activité commerciale et le développement durable pour les aspects suivants :

- Création d'emplois et contribution au renforcement des capacités;
- Construction et entretien des infrastructures (important pour l'énergie);
- Nouvelles possibilités de croissance économique aux niveaux local et régional;
- Promotion de systèmes environnementaux et de gestion responsables et transparents, de modes de production plus propres et de l'écoresponsabilité;
- Production des ressources nécessaires pour financer les besoins sociaux, tels que les recettes fiscales versées aux autorités publiques;
- Fourniture de biens et services à des prix concurrentiels;
- Mise en commun des pratiques optimales;
- Innovations techniques et coopération.

106. De plus en plus souvent, les communautés d'entreprises dans de nombreux pays en développement et économies en expansion sont des acteurs essentiels du développement industriel, offrant un grand potentiel d'effectuer des progrès dans les domaines économique, social et environnemental. Dans le contexte du développement industriel, la chaîne de la valeur ajoutée des grandes, moyennes et petites entreprises offre de nombreuses possibilités d'alliances et de partenariats pour promouvoir la durabilité.

107. Le développement industriel apporte sa plus grande contribution au développement durable dans le contexte d'une réglementation judicieuse et bien appliquée et de la bonne gouvernance qui s'appuie dans la mesure du possible sur une base scientifique solide, la gestion des risques, et les approches du marché et les démarches volontaires qui viennent compléter les normes juridiques. La création d'un environnement favorable permettant à tous les types d'entreprises et de secteurs de se développer, de créer des emplois, et de poursuivre les innovations technologiques et la coopération, associée à la bonne gouvernance et à des politiques visant à éliminer les obstacles au commerce international et à l'investissement étranger direct, constitue un moyen important de sortir de la pauvreté. Une plus grande intégration économique et l'encouragement des relations

* Élaboré par la CCI et le WBCSD.

de commerce et d'investissement peuvent également renforcer la stabilité régionale, apportant ainsi une contribution importante à la paix et à la sécurité mondiales.

108. Les gouvernements devraient établir des cadres visant à promouvoir la transparence et le partage des responsabilités parmi les parties prenantes. Tous les segments de la société partagent la responsabilité des progrès réalisés sur la voie de la durabilité. Les entreprises ont un rôle important à jouer dans le contexte du développement industriel durable, mais les gouvernements et la société civile doivent également jouer leur rôle.

109. Les rôles et les activités des entreprises dépassent souvent le cadre immédiat du lieu de travail, du marché et de la chaîne d'approvisionnement. La durabilité n'est pas toujours limitée aux domaines situés à l'intérieur d'une entreprise, tels que le processus manufacturier et la gestion des installations, et elle peut s'appliquer aux activités qui ont lieu en amont et en aval des installations de fabrication, et qui peuvent impliquer les chaînes d'approvisionnement et de valeur ajoutée du produit ainsi que les partenaires des coentreprises, les fournisseurs et les sous-traitants.

110. À cet égard, les partenariats volontaires sont économiquement utiles, et le secteur des entreprises appuie les partenariats en tant que moyens conçus concrètement pour obtenir des résultats en matière de développement durable. La véritable mesure de la contribution d'une entreprise à des partenariats est fournie par les résultats obtenus. Les entreprises établissent des partenariats lorsqu'il y a une base économique solide et des avantages potentiels pour tous les partenaires. De tels partenariats seront probablement plus durables et aboutiront à des résultats plus concrets.

111. Dans le contexte du développement industriel, il faudrait reconnaître l'immense valeur des *partenariats locaux* et leur contribution au développement durable dans les collectivités du monde entier. Toutes les opérations des entreprises sont en dernier ressort « locales », puisqu'elles ont lieu au niveau local des marchés et des clients, des employés et des gestionnaires, des collectivités et des voisins. Le secteur des entreprises continuera à s'efforcer d'établir des partenariats à long terme en vue du développement durable, en coopérant respectueusement et ouvertement avec les collectivités dans le monde entier.

112. L'écorendement et les modes de production plus propres font partie des approches concernant la durabilité des entreprises dans le contexte du développement industriel qui ont un objectif similaire : gérer et réduire les impacts sur l'environnement, et rendre les opérations des entreprises et l'économie plus durables. L'écorendement et les concepts similaires encouragent les entreprises à obtenir une valeur plus grande en utilisant moins de matériaux et d'énergie et en réduisant les émissions. Ces concepts s'appliquent à tous les types d'entreprises et à tous les secteurs dans les pays développés et les pays en développement.

113. Le secteur des entreprises utilise un certain nombre d'outils pour mettre en œuvre ces concepts, tels que la norme ISO 14000 relative aux systèmes de gestion de l'environnement, les audits de l'hygiène du milieu et de la sécurité environnementale, la Charte des entreprises pour le développement durable établie par la Chambre de commerce internationale et d'autres codes de conduite des secteurs et des entreprises (tels que le Programme de vigilance éclairée).

114. Depuis la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, il y a eu une prolifération de principes, directives et codes

volontaires élaborés par des sociétés et des groupes d'entreprises et par des organisations gouvernementales et organisations non gouvernementales à l'intention des entreprises. Les sociétés doivent faire face à des exigences multiples, et parfois conflictuelles, pour appliquer ces initiatives.

115. Dans le monde entier, les entreprises doivent faire face à des conditions très diverses dans les différents pays où elles opèrent. En outre, de nombreuses entreprises ont directement ou indirectement des activités internationales à cause de leurs achats et de la conclusion de contrats. Les principes, les initiatives, les directives et les pratiques doivent être suffisamment souples pour tenir compte de la diversité des entreprises et de leurs fournisseurs et partenaires commerciaux.

116. Une approche « à taille unique » est incompatible avec la grande diversité qui existe dans le secteur des entreprises. En fait, la grande variété des principes et autres initiatives volontaires adoptées par chaque entreprise démontre cette diversité, et devrait être encouragée.

117. Des études ont montré que les entreprises pratiquent le civisme dans les relations d'affaires en diffusant de bonnes pratiques parmi les clients et les employés, les fournisseurs et les partenaires commerciaux – dans des domaines tels que le travail, l'environnement et les droits de l'homme – dans les pays où elles opèrent. L'esprit d'entreprise responsable et orienté vers le long terme est la force motrice du développement économique durable et permet de fournir les ressources techniques, financières et de gestion requises pour relever les défis sociaux et environnementaux.

118. Un moyen important qui permet aux entreprises de montrer leur engagement envers un comportement responsable est la diffusion d'informations à jour et fiables sur leurs résultats économiques, environnementaux et sociaux. Depuis la fin des années 80, les entreprises ont amélioré leurs pratiques d'établissement de rapports sur les indicateurs non financiers, en commençant par les rapports environnementaux. Un nombre relativement petit, mais croissant, d'entreprises fournissent désormais régulièrement des informations bien documentées sur les effets économiques, environnementaux et sociaux de leurs activités, généralement sous la forme d'un rapport annuel ou dans le cadre de leurs rapports financiers traditionnels.

119. L'établissement de rapports n'est qu'un aspect de la question plus vaste de la communication avec les parties prenantes et le public. Les entreprises considèrent l'établissement de rapports économiques, environnementaux et sociaux comme un élément d'un dialogue continu avec les parties intéressées, plutôt que comme une opération isolée.

120. La principale difficulté pour les entreprises qui s'occupent du développement industriel est de mettre au point une approche équilibrée pour la gestion et la pratique économiques, environnementales et sociales, qui satisfasse leurs besoins et ceux de leurs clients, employés, actionnaires et autres parties prenantes de la manière la plus efficace possible, en faisant appel à leurs compétences de base pour traiter des problèmes précis liés à leurs activités.

Exemples

121. La Chambre de commerce internationale, le Programme des Nations Unies pour le développement et l'International Business Leaders Forum reçoivent actuellement des candidatures pour les Prix mondiaux pour les entreprises à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) afin de rendre hommage aux contributions des entreprises aux efforts locaux, nationaux ou mondiaux visant à éliminer la pauvreté et la faim et à promouvoir un développement réellement durable.

122. Les Prix mondiaux pour les entreprises de 2006 seront les premiers prix mondiaux reconnaissant le rôle important que les entreprises peuvent jouer et jouent effectivement dans l'application des OMD. Toutes les entités commerciales, y compris les associations, les confédérations et les entreprises de tous types et de tous les pays, peuvent recevoir un prix. Les Prix mondiaux pour les entreprises seront présentés lors d'une cérémonie qui se tiendra pendant la quatorzième session de la Commission du développement durable en mai 2006. Les gagnants seront reconnus à l'échelle mondiale pour leurs projets et seront mentionnés sur les sites Web et dans les publications des trois organisations.

123. Le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable a lancé six projets sectoriels visant à résoudre certains des dilemmes les plus difficiles dans des secteurs particuliers (ciment, extraction minière/minéraux, production d'électricité, papier, mobilité).

124. Les projets sectoriels du Conseil mondial utilisent la recherche indépendante et les consultations avec les parties intéressées pour déterminer comment un secteur particulier peut mieux aligner ses pratiques et politiques avec les exigences de la durabilité. Les activités relatives aux parties prenantes visent à renforcer la légitimité des mesures prises par le secteur concerné pour promouvoir le développement durable, et un groupe de contrôle garantit la neutralité et la validité des conclusions.